

Discours du Président de la République à la Nation, palais de l'Élysée, 13 avril 2020

Mes chers concitoyens,

Dans les circonstances dramatiques que notre pays traverse il est urgent de rétablir quelques vérités et de prendre des décisions courageuses et innovantes. L'impréparation flagrante de notre industrie de la santé à absorber un flux subit de nouveaux clients saute aux yeux et est justement dénoncée par notre courageux personnel hospitalier. Mais à qui la faute?

Depuis 20 ans, la pression populaire s'exprimant dans des élections démocratiques insoupçonnables, que seuls quelques partisans d'une irresponsable démocratie directe mettent en cause, a forcé les gouvernements successifs de gauche ou de droite à dépouiller l'hôpital public de ses moyens archaïques, à fonctionner à flux tendu, comme il est de règle dans n'importe quelle entreprise industrielle moderne, mais sans avoir achevé sa nécessaire mutation.

J'ai été sensibilisé dès avant mon élection par mon remarquable conseiller à la santé d'alors, Jérôme Salomon, de ce déplorable état de fait et l'OMS de son côté alertait à répétition depuis 2003 de la survenue certaine d'une pandémie, inévitablement produite par cette mondialisation heureuse que j'entendais personnifier. Il était donc urgent de réformer l'hôpital public, de le rendre plus performant, réactif et autonome quant à la recherche de nouvelles sources de profit, dans le respect de la chaîne de valeur mondiale. La main invisible du marché qui guide chacune de mes décisions serait là aussi plus efficiente que le dinosaure rescapé d'un welfare state obsolète. Nul ne doute que si cette réforme avait été réalisée en temps les nouvelles opportunités que constitue l'actuelle épidémie auraient été saisies avec profit, la loi de l'offre et de la demande dans un marché libre aurait réglé, par exemple, sans problème la question de la rareté des unités de réanimation respiratoire.

On ne m'en a pas laissé le temps, d'autres réformes tout aussi urgentes réclamaient tous nos efforts pour supprimer les odieux privilèges du monde subalterne du travail, mise au pas nécessaire au développement sans limites de l'économie auquel j'ai voué ma vie. La réforme du code du travail, des retraites, de l'assurance chômage devait constituer les prémices du Blitzkrieg que me réclamait l'admirable mais minoritaire peuple de winners qui m'avaient porté au pouvoir dans les circonstances que l'on sait.

Hélas, l'irruption violente d'un peuple arriéré, sorte de pavillons jaunes auquel je n'avais jamais été présenté, a fracassé ma courageuse offensive, l'enlisant dans ces frictions de la guerre sociale que Clausewitz avait si bien identifiées. Que faire désormais sinon gérer au jour le jour un pays rétif et haineux, arrivé à détester sa police, en espérant que rien de grave ne se produise avant la prochaine élection, suivant en cela le triste destin de mes prédécesseurs. Et le covid 19 est arrivé. Heureuse circonstance nous recentrant sur l'essentiel, mais qui tourne cependant au cauchemar pour les plus faibles d'entre nous. Car certes nous sommes tous égaux devant le virus mais certains sont cependant, comme vous le soupçonnez, plus égaux que d'autres.

Mais soyons plus précis sur notre prétendue inefficacité, puisque des traîtres à l'union sacrée prétendent nous faire un procès en responsabilité. Nous sommes bien entendu responsables mais en aucun cas coupables, comme une jurisprudence touchant à l'affaire du sang contaminé l'avait établie avec vigueur en d'autres temps. Notre extra-lucide ministre de la santé Agnès Buzyn, seulement deux semaines après le début officiel d'une épidémie incontrôlable en Chine m'alertait personnellement le 11 janvier et annonçait publiquement le 24 qu'il n'y avait aucun risque d'extension à la France, que pas un bouton de guêpe ne manquait à notre dispositif, mais prévenait en même temps, le 30, le gouvernement de la menace pandémique et de l'éventualité que les élections de mars ne puissent se tenir, manifestant par là une remarquable disposition à la pensée complexe.

Mais que faire quand la pression populaire l'a littéralement arrachée le 17 février à son ministère pour lui faire briguer la mairie de Paris. Où sont l'impréparation, la démission, l'ambition démesurée, la trahison, quand c'est seulement la soumission à l'appel du peuple, auquel tout être d'exception appelé aux hautes fonctions doit impérativement se soumettre,

qui est en cause, désorganisant par là même la géniale stratégie qu'elle avait sans nul doute mise au point. Et ce 31 janvier, le même appel irrésistible du peuple amenait ma conseillère personnelle à la santé, Marie Fontanel, à démissionner pour se consacrer à la campagne électorale de son mari, et personne ne put la remplacer avant un mois. Privé de ces lumières remarquables l'exécutif faisait front dans une obscurité imprévue.

Le samedi 29 février se tenait un conseil des ministres exceptionnel consacré au covid 19, mais que faire quand les forces vives de la nation, nous enjoignant de faire passer de toute urgence la loi sur les retraites, nous contraignaient par là à consacrer ce conseil exclusivement à la promulgation de l'article 49/3.

Mais que faire encore quand l'immense pression populaire me contraignait d'aller au théâtre le 6 mars et d'affirmer encore le 11 et que nous devions ne renoncer à rien de notre remarquable art de vivre alors que malencontreusement l'OMS annonçait simultanément l'état de pandémie sans que j'en sois alerté par quiconque.

Que faire quand j'ai dû fermer les écoles le 12 et maintenir la tenue des élections le 15 mars sous la pression populaire exprimée par la voix de ses authentiques représentants tandis que, en même temps, le 14, je devais faire annoncer les premières mesures de confinement que le peuple de la peur commençait à réclamer.

Ce peuple versatile se déplaça peu pour son devoir civique malgré nos objurgations, profitant du beau temps pour scandaleusement braver les bienveillantes consignes gouvernementales. Mon épouse qui se promenait avec ses gardes du corps sur les berges de la Seine au soir de ces élections boudées, espérant profiter d'une solitude méritée, fut littéralement horrifiée de la promiscuité qui y régnait : une foule de tous âges et de condition médiocre (nos relations habituelles séjournant déjà dans leurs résidences secondaires) s'y contaminant à qui mieux-mieux.

Mais le pire était à venir, le peuple par son irresponsabilité s'était massivement contaminé mais refusait en même temps d'appliquer rigoureusement les mesures de confinement, certes inefficaces mais nécessaires au gouvernement par la peur qui reste la seule cohésion sociale espérée sous l'autorité de l'État. Le préfet de police de Paris vient lui-même de rappeler avec son franc parler habituel cette auto-responsabilité flagrante de ceux qui tombent malades et on a eu l'audace de le lui reprocher, à lui, ce grand serviteur de l'État, digne successeur d'un Chiappe ou d'un Papon.

D'irresponsables archaïques s'indignent même de devoir laisser les vieillards mourir seuls, voire plus surprenant encore s'insurgent de l'interdiction des cérémonies funéraires, manifestant par là leur ignorance des usages du nouveau monde technique et purement fonctionnel que je promeus: seuls de la naissance à la mort et entre temps le télétravail. Mais après tout qui vous a obligés à abandonner vos vieux parents dans les EHPAD ?

Plusieurs conseillers ayant abusé d'excitants illicites m'enjoignaient de faire un exemple en faisant fusiller sévèrement, au hasard et au paint-ball j'imagine, quelques contrevenants récidivistes, de préférence dans le 9/3. Mais je n'ai pas encore l'âme d'un fusilleur, le LBD me suffit et ne peux me résoudre à commencer mes discours comme le faisait un dictateur sud-américain d'un autre siècle par un vigoureux: «Tais-toi peuple imbécile.»

Face au virus la France a perdu une bataille, mais la France n'a pas perdu la guerre. Pendant plusieurs semaines tout a semblé perdu, fors l'honneur et ma personne qui est sauve, contrairement au fanfaron du 10 Downing street sur lequel nous ne pourrions donc pas compter cette fois-ci.

Mais je vous le dis en toute franchise et les yeux dans les yeux, le peuple m'a trahi, le peuple m'a déçu. Ceci étant excessivement grave pour la démocratie, j'ai donc décidé ce qui suit.

Le peuple ayant perdu la confiance de ses dirigeants il est urgent de le dissoudre et d'en élire un autre. Cette mesure inédite seulement suggérée par l'imagination d'un poète subversif constituera j'en suis sûr le choc nécessaire à la rédemption du peuple français vauté depuis trop longtemps dans la facilité, la jouissance, les lâches renoncements et les vaines espérances millénaristes de siècles révolus.

Les précédentes mesures annoncées par moi-même et mon gouvernement l'ont été sur l'avis du Conseil scientifique que j'avais moi-même nommé, ainsi aucun désaccord ne s'est naturellement manifesté entre l'avis objectif des scientifiques et les impératifs subjectifs de l'action gouvernementale. Dans de telles conditions la science, elle, ne ment pas.

Mais l'action politique ne peut se cacher durablement derrière l'objectivité prestigieuse de la science, sous peine de s'humilier et d'accepter implicitement l'inutilité de son existence. Qu'arriverait-il si mû par une lucidité soudaine, heureusement improbable, un tel Conseil ou un autre licenciait le gouvernement? Le Politique doit donc s'affirmer par cette audace que la démarche rampante du savant ne saurait atteindre. Un consensus objectif dont des échos ont filtré dans les médias tablait sur un confinement nécessaire de six semaines pour sortir du pic de l'actuelle épidémie. Mais il ne s'agit pas seulement de cela, mais de refonder le contrat social qui unit notre éternelle nation autour de l'État.

J'ai donc décidé, en fonction des pouvoirs qui me sont conférés, de prolonger l'actuel état d'urgence sanitaire de six mois et de recourir pour ce faire à l'article 16 de la Constitution. Le premier ministre vous en expliquera les détails qui ne changeront pas grand-chose à l'usage que vous faisiez habituellement de votre liberté

: les supermarchés resteront ouverts, Amazon continuera ses livraisons et le gouvernement offre à tous les français, âgés de 18 ans révolus, un abonnement de 6 mois à Netflix et Pornhub, mesure accompagnée d'une gratuité de vos tranquillisants et neuroleptiques habituels, sur ordonnance bien entendu.

Ces six mois de suspension de tous vos droits et occupations habituelles vous permettront j'en suis sûr, mes chers concitoyens, de réfléchir aux grandes questions que la situation actuelle imposent par ma voix et de vous préparer aux inévitables futurs sacrifices. J'ai donc nommé Boris Cyrulnik, Haut-commissaire à la Résilience et Christophe André, Secrétaire général de la Pleine Conscience, ils seront chargés chaque jour avec la conviction et la persévérance médiatique qu'on leur connaît de vous accompagner dans les mois douloureux qui vous attendent. Une Commission rattachée au ministère de la solidarité nationale et présidée par le vénérable Edgard Morin s'attachera, comme il l'a demandé récemment dans la presse, à inciter les riches à faire preuve de générosité en ces temps de crise, attendu que c'est dans leur intérêt profond comme il le faisait très justement remarquer dans cette pétition si remarquable que je l'ai transmise à mon ami Bernard Arnault.

Cette injonction a déjà produit ses premiers effets puisque des masques siglés LVMH ont fait leur apparition dans les services hospitaliers, gratuitement cette première semaine, et ensuite à un prix que l'on m'assure très correct eu égard aux tensions sur ce marché. Total de son côté a confirmé le don de 50 millions d'euros en bons d'essence aux établissements hospitaliers, grevant ainsi lourdement le versement trimestriel d'un milliard 500 millions d'euros de dividende, en numéraire et actions, à ses généreux actionnaires.

Mises à part ces innovations nécessaires, le gouvernement actuel qui a largement fait preuve de ses capacités exceptionnelles gèrera les affaires courantes jusqu'à ce que je vous présente les résolutions que j'aurai prises et que je soumettrai à référendum, cette procédure exceptionnelle que le monde entier nous envie et que vous demandiez à propos de tout et n'importe quoi.

Sans vouloir préjuger de l'ensemble des mesures que je proposerai en temps voulu au peuple français, comme un septennat reconductible sept fois pour assurer une continuité dans l'action politique, un ministère de la Vérité et un suivi numérique sécuritaire de chacun, la grande affaire sera de réconcilier les français avec leurs élites et là j'appelle les bonnes volontés de tout l'arc politique attachées à ce Grand Retour de l'État, comme l'a intitulé un grand quotidien du soir, à cette Grande Restauration dirais-je, de s'unir sans exclusive autour de cette cause sacrée. Les temps y sont favorables, il n'est pas nécessaire d'avoir lu Naomi Klein pour le sentir. Car si chacun est libre de douter des vertus du capitalisme libéral en ces jours fiévreux et de proposer telle ou telle réforme, il ne faut pas oublier qu'il n'a véritablement que deux siècles d'une existence fort contingente et heureusement adaptative sous la tutelle de

l'État, mais que celui-ci fort d'une existence plurimillénaire constitue la base fondamentale de toute domination.

L'État français millénaire a donc besoin de tous ses soutiens, de Frédéric Lordon aux insoumis en passant par les décroissants et autres écologistes d'État, et sans exclusive, jusqu'aux souverainistes les plus authentiques. Chacun devra donc réfléchir durant ces six mois de confinement, propres aux introspections les plus fécondes, à ce qui pourra être bon pour l'État Total Protecteur que nous entendons mettre en place et que le nouveau peuple élu va réclamer.

Dans cette période exceptionnelle où je dois méditer la pérennité de l'État, moi aussi je lis Machiavel, Debord et même Agamben ; dans ces conditions donc, formellement l'État c'est Moi, et aucune disposition constitutionnelle n'est en mesure de limiter dans la durée l'application de l'article 16. J'ai donc décidé de prendre du recul en faisant don momentanément de ma personne à la France et de m'élever au-dessus des turbulences de la politique quotidienne.

Mon premier mouvement fut de m'établir à Versailles, dans ce pavillon de la Lanterne si propice à la concentration en mode confiné, mais Versailles rappelle trop la monarchie aux ignorants et la Commune de Paris aux autres. Une ville d'eau comme Baden-Baden me fut suggérée par mon chef d'état-major particulier mais on lui fit remarquer que nous n'avions plus d'Armée d'occupation en Allemagne et si peu ailleurs, d'ailleurs; attendu qu'il avait fallu plus de 10 jours à l'Armée de Terre pour installer un hôpital de campagne de 30 lits à Mulhouse. Monaco trop dense, Dubaï trop cher furent éliminés car il fallait aussi que ma souveraineté s'exerce à partir d'un indiscutable territoire national et soit propice au confinement, éloigné donc de toute population autochtone indésirable.

C'est ainsi que l'atoll de Mururoa s'imposa dans le murmure consensuel du Conseil restreint ad hoc.

Territoire éternellement français par les radionucléides versés, il l'est aussi juridiquement bien qu'inhabité, sa population originelle ayant été naturellement déportée. Sa vaste circonférence permettra l'installation d'un millier de bungalows suffisamment espacés, avec panneaux solaires et récupérateurs d'eau de pluie, qu'Ali-Baba se fait fort d'installer en quelques semaines, la passe en eau profonde permettra au porte-avion nucléaire Charles de Gaulle, quand sa malencontreuse contamination au covid ne sera qu'un mauvais souvenir, d'assurer la sécurité aéronavale et énergétique du siège provisoire de l'État. L'ensemble présentera donc un bilan carbone zéro, qui sera vérifié en temps réel par Nicolas Hulot depuis sa résidence secondaire et avec lequel je resterai en contact permanent sur le réseau sécurisé. Par ailleurs l'existence d'une piste d'atterrissage facilement remise en état permettra aux Antonov russes qui transportent habituellement le matériel lourd de nos expéditions néo-coloniales de transférer les poids lourds étatiques en quelques rotations, sans escale s'il le faut.

Par souci de transparence bien compréhensible la liste complète des confinés qui accompagneront ma retraite sera communiquée en temps utile, il est inutile donc de spéculer pour lors sur la présence de mes conseillers habituels Benalla, Attali, Minc ou Cohn Bendit. Je peux seulement annoncer la présence à mes côtés d'Yves Cochet qui propose courageusement ses services au gouvernement depuis le début de cette crise et simultanément confie à la presse ses difficultés à atteindre l'autonomie alimentaire dans sa ferme de Bretagne. Le journal officiel actera de sa nomination comme Conseiller spécial à la Permaculture, nous ne doutons pas qu'il aura plus de succès en milieu tropical et saura convaincre le ministre de la FNSEA Olivier Guillaume du changement de paradigme nécessaire à la grande transition qui me tient à cœur afin que rien ne change. Le premier ministre fort de son expérience au CEA nous a bien entendu assuré que la radioactivité locale était tout à fait inoffensive, confirmation nous en a d'ailleurs été faite par Pierre Rahbi par la présence de colibris mutants qui transportent courageusement des grains de corail sur quelques clusters radioactifs résiduels, bel exemple de résilience dont nous devrions nous inspirer.

Les conseils des ministres se tiendront chaque mercredi en visio-conférence et je m'adresserai régulièrement aux français en hologramme depuis le salon doré de l'Élysées pour ne pas les perturber.

Naturellement des craintes s'élèveront de ci de là sur le danger de laisser vides les lieux symboliques du pouvoir. J'ai donc décidé d'étendre les prérogatives du préfet de police de Paris, ce moine soldat qui porte si haut l'héritage de la gauche d'État et si bien la casquette préfectorale, qui contrairement à une fake new de gauchistes n'a pas été dessinée par Hugo Boss en 1938. Il sera désormais en charge de la région Île de France à la tête d'une *task force* inter-police constituée des meilleurs éléments des BAC et qui reprendra le nom prestigieux de Royal-Allemand; le gouverneur des Invalides leur remettra le glorieux drapeau du régiment éponyme en temps utile.

En confiant la coordination sur place du transfert ultramarin de l'État au général chômeur Georgelin, le chantier de Notre Dame de Paris étant actuellement à l'arrêt, je n'ai pas oublié non plus la conspiration du général Mallet en 1812, quand Napoléon était confiné temporairement à Moscou, ni les assauts plus récents des furieux gilets jaunes sur les Champs-Élysées en direction de mon palais d'Hiver. J'ai donc décidé après un rapide appel d'offre d'en confier la sécurité à la firme Wagner moyennant un rabais sur le pont aérien. Mon ami Poutine m'assurant qu'il n'y a aucun militaire d'active dans ses rangs, cette précision devrait rassurer les chatouilleux souverainistes qui s'inquiétaient de la proximité de l'ambassade des États-Unis et de la proposition de mon ami Donald de nous prêter quelques *marines* confinés à Paris le temps de l'épidémie. Qu'ils se souviennent donc des cosaques de 1814 campant dans les allées des Champs et qui s'en retournèrent paisiblement une fois les autorités légitimes rétablies, sécurisant ainsi la continuité de l'État.

Continuez donc mes chers concitoyens de célébrer ces minutes de l'amour chaque jour à vingt heures, je ne doute pas que vous n'ayez aussi, quand il le faudra, de semblables dispositions pour ces inévitables minutes de la haine contre les brebis galeuses qui ne sauraient faire partie du nouveau peuple élu, et qui sont déjà dénoncées justement par d'innombrables médiatiques.

Ayant toutes ces années consciencieusement fait œuvre de destruction créatrice, nous sommes bien entendu les plus compétents pour faire maintenant œuvre de construction destructrice. Mais personne ne peut prétendre à coup sûr écrire l'histoire et ces nécessaires mesures mises au point, si d'aventure un peuple de rencontre me refusait la confiance après ces six mois d'ascèse rédemptrice je cesserai immédiatement d'exercer mes fonctions. Je m'engage donc solennellement à rendre le Charles de Gaulle et à rester confiné dans cette Île d'Elbe tropicalisée, après tout cela vaudrait mieux que Sainte-Hélène, l'île d'Yeu ou la Santé.

Après ce dernier mot, le président est pris d'un rire nerveux frappé par sa polysémie. Il se reprend.

Les premiers accents de la Marseillaise montent doucement... Le Président tourne la tête à gauche et à droite, inquiet. Il se reprend à nouveau.

Vive la république, vive le confinement, vive la F...

On entend des bruits divers hors champ, soudain une main gantée coupe le micro tandis que deux infirmiers psychiatriques entièrement protégés s'emparent du Président. Simultanément une douzaine de soldats en tenue NBC envahissent le salon pointant leurs armes vers le public. Les lumières s'éteignent assez rapidement dans un fondu au noir. L'injonction AUSWEIS UBER ALLES s'inscrit en lettres rouges sur le fond de scène.

FIN

La trahison du peuple

Divertissement contemporain en un acte:

Le président.

Une douzaine de figurants.

Didiscalie minimaliste:

Le personnage principal devra ressembler à un acteur de publicité pour dentifrice des années 50.

Son ton oscillera entre le bagout d'un vendeur de voitures d'occasion, l'onctuosité d'un prêtre pédophile et la fausse assurance d'un général en déroute.

Toute ressemblance avec des personnages existants et des circonstances réelles sont évidemment fortuites.

Le 5 avril 2020, Paul Breuilh.
